



Le respect des communautés dans le cadre du développement international: langues et compréhension culturelle

Juin 2018



Arts & Humanities
Research Council


intrac
for civil society

Le respect des communautés dans le cadre du développement international: langues et compréhension culturelle

Le présent rapport développe les conclusions et les recommandations d'un projet de trois ans (2015–2018), financé par l'Arts and Humanities Research Council (Conseil de recherches en arts et en sciences humaines, AHRC), sur le rôle des langues et de la compréhension culturelle dans le développement international. La recherche est partie du fait que «l'écoute» est un élément essentiel des relations que les organisations non gouvernementales internationales (ONGI) cherchent à établir avec les communautés du monde entier.

Afin d'enquêter sur la contribution des langues et de la culture sur l'écoute, le projet (basé dans les universités de Reading et de Portsmouth) a rassemblé des chercheurs issus du développement international et des études de langues modernes et de traduction, ainsi que des collègues de l'INTRAC pour collaborer avec des ONGI basées au Royaume-Uni, et des ONG et des agents de développement au Kirghizistan, au Malawi et au Pérou.

La recherche s'est intéressée à trois questions principales:

- quel rôle tiennent les langues dans les relations de pouvoir liées au travail de développement ?
- quel est le degré de conscience organisationnelle dans les langues / la politique linguistique ?
- dans quelle mesure la médiation linguistique / culturelle repose-t-elle sur les traducteurs / interprètes ?

Le présent rapport, rédigé conjointement par la professeur Hilary Footitt, la docteure Angela Crack et la docteure Wine Tesseur, a bénéficié des contributions expertes d'un grand nombre d'ONG et de professionnels des langues. Nous souhaitons remercier plus particulièrement Christian Aid, Oxfam GB, Save the Children UK et Tearfund pour leur soutien et leur intérêt soutenu dans la recherche.

Les citations ont été traduites en anglais du russe et du kirghize par Cholpon Ismailovna Akmatova et de l'espagnol par Hilary Footitt.

Le rapport est disponible en format PDF (www.reading.ac.uk/listening-zones-ngos/) en anglais, chewa, espagnol, français, kirghize, quechua et russe. Veuillez nous contacter pour obtenir ce rapport dans d'autres langues.

Crédits image

Toutes les images sont sous licence de Creative Commons Attribution Licence CC by 2.0
<https://creativecommons.org/licenses/by/2.0/> excepté p. 10
<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/2.0/>

Couverture: image de EU-Peru Programme

p. 10: image de Oxfam International

p. 19: image de Neil James Spicer

p. 22: image de Peter Nicholls

p. 24: image de Development Planning Unit UCL

Contents

- 04** Document de synthèse
- 04** Résumé des principaux constats
- 08** Recommandations
 - Recommandations aux ONG internationales **08**
 - Recommandations aux donateurs **09**
 - Recommandations à l'enseignement supérieur **09**
- 11** Introduction
- 12** Les perspectives des ONGI
- 14** Les perspectives du DFID
- 15** Perspective des professionnels de la traduction collaborant avec les ONGI
- 17** Perspectives de trois pays
- 19** Perspectives du Kirghizistan
- 22** Perspectives du Malawi
- 25** Perspectives du Pérou
- 28** Pratiques innovantes

Terminologie utilisée

ONG internationale (ONGI) fait référence à une ONG provenant du Nord global avec un vaste réseau d'associés et de partenaires nationaux.

ONG du Sud (ONGS) fait référence à une ONG locale ou nationale provenant de l'un des pays visés par l'étude de cas. Le terme «partenaire» est utilisé pour désigner une ONGS ayant conclu un partenariat officiel avec une ONGI, impliquant généralement un transfert de fonds.

Lorsque le terme «ONG» est utilisé, le rapport fait référence aux ONGI et aux ONGS.

DFID Department for International Development (Département du Développement international, Royaume-Uni)

Document de synthèse

La présente étude a été menée entre juin 2015 et juin 2018, et a englobé:

- L'étude des archives de Christian Aid, Oxfam GB, Save the Children UK et des prédécesseurs du DFID
- L'analyse documentaire des documents politiques actuels
- 30 entretiens semi-directifs avec le personnel d'ONGI à l'intérieur et en dehors du Royaume-Uni
- 9 entretiens avec des fonctionnaires du DFID
- 88 entretiens et discussions avec le personnel d'ONG internationales et d'ONGS au Kirghizistan, au Malawi et au Pérou.
- Des ateliers de feed-back avec des agents d'ONG et des traducteurs travaillant pour des ONG.
- Des commentaires sur les ébauches de rapport rédigées par les personnes interrogées.

Le projet s'est intéressé à trois questions principales:

- quel rôle tiennent les langues dans les relations de pouvoir liées au travail de développement ?
- quel est le degré de conscience organisationnelle dans les langues / la politique linguistique ?
- dans quelle mesure la médiation linguistique / culturelle repose-t-elle sur les traducteurs / interprètes ?

Résumé des principaux constats

Les langues font généralement l'objet d'une faible priorité dans les travaux de développement

« Tout le concept des observations des bénéficiaires reposerait sur la véritable capacité de compréhension des observations émises par les bénéficiaires, on supposerait donc qu'il y ait un degré homogène de connaissances appropriées et différentes des langues (haut fonctionnaire 1 du DFID). »

DFID et les ONGI au Royaume-Uni n'accordent pas une grande importance au rôle des langues dans le développement et à leur contribution potentielle dans les relations de développement.

Il est supposé que des collègues en aval de la chaîne de développement s'en chargeront le cas échéant.

« Nous supposons plus ou moins que les ONG se sont chargées des [besoins en langues] » (haut fonctionnaire 2 du DFID).

La sensibilité culturelle est reconnue par les ONGI comme étant un aspect important de l'étape de recrutement du personnel

« ...dans les descriptions de postes dans le secteur du développement, vous entendez toujours "Oh, la capacité de travailler avec des gens d'autres cultures", ...mais il s'agit là de compétences bien spécifiques... Je pense effectivement que ce n'est pas débattu de manière explicite et que ça devrait sûrement l'être »

(conseiller d'ONGI, Royaume-Uni).

« ...le type de relation que vous pouvez développer avec des gens dans des pays lointains... c'est un sujet qui revient assez souvent lors des recrutements, ... la capacité d'un individu à travailler au sein d'une équipe dispersée. Et dans un contexte très multiculturel »

(conseiller politique d'ONGI, Royaume-Uni).

Les agents en dehors du Royaume-Uni décrivent constamment les langues comme un élément incontournable dans le développement de relations de confiance

« Il est bien plus enrichissant d'avoir un dialogue dans la même langue, car les informations reçues sont bien plus riches, et de plus, vous pouvez comprendre ce qu'elle [la communauté] désire réellement, ou comment elle souhaite que cela soit mis en place ou quelle direction prendre (coordinateur d'un réseau d'ONGS national). »

Accorder une attention particulière aux langues est perçu comme un facteur de succès des programmes de développement, où les communautés peuvent à la fois accéder aux informations et apporter leurs contributions, comprendre les objectifs et s'appropriier pleinement les projets de développement.

« Les représentants des donateurs internationaux doivent être encouragés à apprendre la langue locale... les autochtones remarqueront leurs efforts et leur attitude sera différente. La confiance sera accrue car la langue sert à gagner la confiance » (directeur d'un réseau d'ONGS national).

L'invisibilité des langues dans le cycle de développement

« La manière dont vous faites passer le message, le problème de la communication, il faut qu'il y ait un budget spécifique pour ça. Parce que dans le cas contraire, vous arrivez généralement à la moitié du projet et vous cherchez de l'argent pour traduire et cela a déjà posé problème. Alors je pense que ça devrait être un aspect de la programmation. La langue devrait devenir un aspect de la programmation, dès la conception du projet et tout au long de celui-ci (responsable, bureau national d'ONGI). »

Le personnel des ONGI dans les bureaux des pays du Sud et le personnel des ONGS soutiennent que les langues ne sont généralement pas intégrées au cycle de développement, ni budgétisées à l'avance lors des étapes de conception, de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation, et de rétroaction des projets.

« Je n'ai jamais prévu de ressources budgétaires de traduction... Nous prévoyons juste un budget en communication, mais sans préciser la traduction... Cela signifie que nous sommes aveugles et que nous partons au Malawi comme si tout le monde y parlait anglais. Mais nous nous installons dans des districts où un district parle une langue différente des deux autres districts. Alors, à Nsanje ils parlent sena, à Mchinji ils parlent chewa, mais nous les avons juste classés comme si une seule langue était parlée au Malawi: l'anglais » (responsable de projet, bureau d'un pays du Sud d'ONGI).

Les répercussions négatives sur la participation des communautés et sur le développement de relations de respect mutuel

« Les donateurs internationaux organisent des réunions préalables au programme, durant lesquelles ils décrivent les objectifs et les approches du programme, et abordent également l'aspect linguistique. C'est un domaine sensible. L'aspect linguistique est une barrière pour les organisations qui souhaitent participer au programme (directeur d'un réseau d'ONGS national). »

L'incapacité à intégrer les langues dans les initiatives de développement entraîne l'exclusion de certains groupes, qui se retrouvent dans l'impossibilité de demander des fonds et de participer pleinement à l'élaboration des projets.

« ...lorsque l'on parle de l'accès au financement d'un programme, en général, du point de vue du problème de la langue, les personnes qui parlent plusieurs langues sont essentielles pour les organisations. Dans des villes telles que Bichkek, Karakol, Och, les organisations peuvent se permettre d'avoir des personnes comme ça ; à Jalalabad, Batken, c'est très rarement le cas. Les organisations qui n'ont pas de salariés, où la plupart des agents sont des bénévoles, 90 % d'entre elles n'ont pas accès à ces programmes. Elles doivent embaucher quelqu'un pour rédiger une candidature, mais elles ne peuvent pas vérifier la qualité des candidats. J'ai rencontré des personnes qui disent avoir reçu des commentaires sur les raisons du refus de leur candidature, car il y avait de nombreux commentaires critiques disant qu'elles ne présentaient pas d'objectifs, de mission, de séquence logique, alors que dans la version kirghize ou russe tout ça était présent » (directeur d'un réseau d'ONGS national).

Des concepts intraduisibles

De nombreux mots généralement utilisés dans le monde du développement anglophone ne peuvent pas être directement traduits dans d'autres langues, comme par exemple « genre », « responsabilité », « résilience » ou « durabilité ». Sur le terrain, les travailleurs n'ont généralement pas de directives claires sur la manière de traduire ces concepts et se voient donc obligés d'inventer des solutions ad hoc qui ne transmettent pas toujours efficacement le message des ONGI. Inversement, les langues possèdent parfois des mots et des phrases qui ne peuvent pas être directement traduits

« Je pense que le chewa est une bonne langue mais que son vocabulaire est très limité et présente donc un certain défi. Alors le plus souvent, au lieu d'assigner un terme spécifique à un concept, disons "résilience", il faut plutôt décrire ce qu'est la résilience. Cela prend du temps et entraîne parfois le risque de modifier le sens... je voulais aussi ajouter que le chewa n'est pas une langue standard, je crois qu'il a un dialecte, plusieurs dialectes... Alors il devient très compliqué de le traduire pour essayer de le standardiser (directeur d'une ONGS). »

« Au fil des années, j'ai pu constater que le principal problème est que la plupart des mots anglais (comme dans le cas du Malawi) ne peuvent pas être traduits, même si la traduction est correcte, car ils ont une connotation négative. Alors, par exemple, en chewa on ne peut pas simplement dire "Je suis ici pour parler de sexe". D'accord ? Parce que certaines personnes partiraient automatiquement en entendant ce mot (ancien haut fonctionnaire d'un bureau national d'une ONGI au Malawi). »

« ...il peut y avoir un budget de communication que nous utiliserons en partie pour la traduction, mais très souvent, nous rédigeons un rapport ou une stratégie, et des gens dans d'autres lieux nous disent "est-ce qu'on peut avoir une traduction ?". Alors on répond "oh, mais nous n'avons pas de budget pour ça", alors c'est vraiment une chose que l'on envisage après coup (fonctionnaire d'une ONGI, Royaume-Uni). »

en anglais, comme par exemple «acompañamiento» et «horizontalidad». Cette intraductibilité réciproque peut compliquer le travail des travailleurs sur le terrain au moment d'expliquer aux sièges ou aux donateurs la manière dont les communautés décrivent leur réalité locale. Elle peut également entraver la compréhension des communautés quant à la nature des projets de développement.

«Des problèmes tels que les approches fondées sur les droits ou tels que le pouvoir, l'analyse de l'économie politique, l'émancipation ; c'est un mot simple en anglais, mais il est un peu difficile à traduire en chewa... je trouve les thèmes du changement climatique, de la résilience particulièrement intéressants ; ce type de mots, ces mots techniques sont très difficiles à traduire. Alors je pense que les mots à la mode des ONG posent généralement des problèmes de compréhension aux autochtones, aux personnes de l'extérieur» (haut fonctionnaire d'un bureau national d'une ONGI au Malawi).

Les traductions peuvent devenir encore plus problématiques lorsque les mots revêtent une connotation culturelle particulièrement délicate. Les travailleurs sur le terrain ne reçoivent généralement pas de directives claires ni de soutien de la part du siège quant à la manière de contextualiser les messages pour qu'ils soient adaptés aux contextes culturels spécifiques. La résistance communautaire au débat ouvert sur des sujets tabous pousse les travailleurs sur le terrain à utiliser des euphémismes pouvant entraîner une certaine confusion.

«On ne peut pas parler de sujets sensibles de manière directe car cela semblerait offensif. On peut utiliser des comparaisons, des métaphores et des proverbes pour décrire les relations sexuelles et ce genre de choses. Mais c'est la manière de parler des personnes les plus âgées, alors le problème c'est que les jeunes générations ne comprendront pas ces mots» (traducteur pour une ONGS).

La traduction et la médiation linguistique sont souvent évoquées après le cycle de développement

Bien que les principaux documents institutionnels traitant des risques ou du marketing personnel des ONGI soient généralement traduits en interne par des traducteurs professionnels, le besoin potentiel de traduction au sein des projets de développement est souvent envisagé après coup, et des dispositions ad hoc sont prises généralement dans le pays. Dans ce cas, les membres du personnel bilingues / plurilingues peuvent assumer une charge supplémentaire en plus de leurs fonctions professionnelles spécifiques.

«Nous avons rencontré des problèmes de traduction lorsque nous avons des documents en lien avec la position ou la politique de notre ONG, parce que, très souvent, nous possédons ces documents en anglais mais ils sont traduits bien plus tard. Alors, dans de nombreux cas, nous avons dû traduire ces documents ou au moins un résumé dans le bureau national afin de pouvoir partager des informations avec les partenaires. Alors cela pose un vrai problème et très souvent, oui, j'ai dû traduire les documents moi-même» (fonctionnaire local).

Les discussions sur la durabilité / le soutien aux capacités locales incluent rarement une mise à profit et un encouragement du potentiel linguistique des communautés afin de contribuer aux futures stratégies de développement

Il est rare de trouver des exemples d'ONGI et d'ONGS cherchant à constituer des glossaires des principaux termes dans la langue des communautés pour les partager plus largement lors des futures initiatives de développement, à participer à l'élaboration de registres d'interprètes, à proposer des formations professionnelles dans une langue appropriée, ou à encourager l'apprentissage de l'anglais.

« Ça serait vraiment bien que les organisations donnent l'opportunité aux travailleurs comme moi d'apprendre l'anglais, soit localement, soit durant un séjour de deux mois à l'étranger. Parce que, jusqu'à maintenant, on n'a jamais proposé ce genre de choses au personnel des ONG (fonctionnaire local d'une ONGI). »

« J'ai observé ce phénomène dans de nombreuses organisations, parce que certaines personnes n'arrivent même pas à obtenir un emploi à cause de leurs mauvaises connaissances en anglais (fonctionnaire local d'une ONGI). »

« ...je n'insiste vraiment pas assez sur le fait que nous parlons tous des langues différentes... parce que je parle aux étudiants de l'importance des connaissances, mais je n'ai jamais été très explicite (professeur en études de développement, Royaume-Uni). »

« Il existe de nombreux [manuels] édités en anglais, mais nous n'avons pas de traduction des types de supports que nous utilisons dans la langue locale. Alors, ce qui se passe en gros, c'est que les travailleurs sur le terrain traduisent tout ce qu'ils pensent comprendre des supports... Serait-il possible d'avoir une traduction des jargons que nous utilisons le plus couramment de la manière préconisée par les populations locales ? Ça serait un manuel facile à utiliser pour les travailleurs sur le terrain » (directeur d'un bureau national d'une ONGI).

Le personnel et les partenaires locaux des ONGI se sentent souvent désavantagés dans une organisation principalement anglophone

Les employés dont la langue maternelle n'est pas l'anglais estiment que leur niveau d'anglais, particulièrement à l'écrit, a un effet négatif sur leur avancement professionnel et limite leur capacité à exprimer le dynamisme des activités communautaires dans les rapports et les systèmes de rétroaction.

« À l'heure actuelle, pour être franc, nous sommes vraiment seuls. Je veux dire, c'est un vrai problème... Comparé aux personnes provenant de pays anglophones, nous avons plus de mal à rédiger des rapports ayant les niveaux de qualité requis, à avoir accès à des cours d'anglais localement et d'inciter les travailleurs à mieux parler anglais » (responsable local d'une ONGI).

Il existe des exemples de pratiques très innovantes dans le secteur qui peuvent servir d'inspiration

Les exemples (voir la section sur les Pratiques innovantes) incluent: le recours à la traduction pour encourager l'émancipation, l'adoption d'une stratégie de communication tenant compte des langues et de la dimension culturelle, et l'apport d'un soutien linguistique durant certaines étapes spécifiques des projets sur le terrain, afin d'accroître la participation active des communautés.

Les programmes de développement dans l'enseignement supérieur passent généralement les langues sous silence

Les programmes universitaires en développement de premier, deuxième et troisième cycles ne font généralement pas ou peu mention du rôle des langues et de la compréhension culturelle.

« Pour ce qui est de l'environnement universitaire, je crois que j'ai laissé la tâche, cette tâche, aux linguistes. Et bien évidemment, ils abordent ce sujet du point de vue de la morphologie et de la grammaire... mais si les organisations et les institutions qui travaillent sur le thème du développement se rendaient compte des opportunités qu'elles ratent, elles pourraient intégrer dans leurs théories du développement le thème des coutumes des groupes, et au sein des coutumes et des connaissances locales, on retrouve tout le thème des langues. C'est vraiment un sujet important » (jeune diplômé universitaire, membre du personnel d'une ONGS).

Recommandations

Recommandations aux ONG internationales

Reconnaître l'importance des langues au sein de leurs propres organisations

- S'assurer que le personnel considère que le plurilinguisme de l'organisation revêt une valeur institutionnelle et fait partie intégrante de la compréhension des contextes culturels. Une des manières d'y parvenir est d'encourager activement l'acquisition de compétences linguistiques supplémentaires au sein de l'organisation.
- Reconnaître le «fardeau du bilinguisme» porté par certains employés des ONGI, comme par exemple le travail informel de médiation linguistique effectué par les employés bilingues / multilingues en plus des tâches spécifiques qui leur sont assignées dans le cadre de leurs fonctions normales.
- Soulager en partie le malaise ressenti par les employés des ONGI quant à leur niveau d'anglais, particulièrement à l'écrit, et à leur impression que cela entrave l'égalité des chances au niveau institutionnel.
- S'assurer qu'une bonne visibilité est offerte aux traducteurs et aux coordinateurs de traduction des organisations sur les pages internet du personnel, afin de mettre en valeur les services de traduction.

Lors de la planification des projets

- Tenir compte des langues dès la phase de conception d'un projet. Écouter les mots utilisés par les communautés durant la phase d'évaluation des besoins.
- Proposer un soutien linguistique dès les discussions préliminaires avec les communautés, pour établir un dialogue et créer des relations de confiance.
- Prévoir une ligne budgétaire pour la traduction et l'interprétation.

Lors de la mise en œuvre d'un projet et lors du suivi et de l'évaluation

- Traduire les candidatures de projet sélectionnées dans les langues locales, afin que les partenaires et les communautés puissent comprendre tous les enjeux du projet. Cela leur permettra d'accéder aux informations et aux connaissances nécessaires pour accroître leur implication et leur appropriation locale.
- Faire régulièrement parvenir des commentaires aux communautés pour vérifier que le projet répond à leurs attentes d'origine, et procéder aux modifications nécessaires.
- Travailler avec les interprètes locaux dans la mesure du possible et chercher à mettre en place un registre de traducteurs et d'interprètes ayant travaillé dans le développement et ayant une bonne connaissance de ce secteur. Ce registre, comprenant aussi les bonnes pratiques d'interprétation, peut être partagé avec les partenaires et les communautés.
- Traduire les rapports dans les langues locales et communiquer avec les partenaires dans leur langue maternelle.

Pour soutenir les ONGS et les communautés dans le développement des capacités locales

- Collaborer avec les ONGS pour créer des glossaires de termes clés dans les langues des communautés de manière à constituer une ressource commune.
- Partager les apprentissages relatifs à la place des langues dans les stratégies de communication avec d'autres ONG dans les réseaux d'ONG existants.
- Envisager l'organisation de formations professionnelles dans une langue accessible aux ONGS.
- Envisager un accès à des formations linguistiques en anglais.

Recommandations aux donateurs

Les donateurs doivent réfléchir à la manière d'améliorer les pratiques actuelles, afin d'encourager l'inclusion linguistique et un plus grand respect des cultures locales.

Lors de l'émission d'un appel à candidatures

- Vérifier que le style linguistique utilisé et le format de la candidature sont simples et directs.
- Permettre aux candidats de rédiger leur candidature dans leur langue maternelle ou une lingua franca qu'ils connaissent.
- Traduire les appels à candidatures et les instructions associées dans les langues locales, et fournir des glossaires des termes clés.
- Rembourser les frais de traduction des candidatures retenues.
- Indiquer clairement que les candidats doivent mentionner les mesures qu'ils prendront pour garantir la communication avec les communautés locales.
- Inviter les candidats à inclure des frais d'interprétation et de traduction dans leur budget.
- Noter clairement les manques de communication avec les communautés et de respect de leurs cultures dans les remarques des candidatures non retenues.

Lors de la sélection des projets et lors du suivi et de l'évaluation (M&E, monitoring and evaluation)

- Demander aux organisations de démontrer leurs "politiques linguistiques et culturelles", et valoriser les ONG en mesure de structurer ces politiques.
- Fournir des ressources pour piloter les matériaux de communication à l'avance, en utilisant la langue ou le dialecte local adapté.
- S'assurer que les cadres de M&E incitent les ONG à réfléchir à la manière dont les problèmes linguistiques influencent les résultats des projets.
- Encourager les ONGI à traduire les candidatures de projet sélectionnées dans les langues locales, afin que les ONGS et les communautés puissent comprendre tous les enjeux du projet.
- Offrir des opportunités aux organismes chargés de la mise en œuvre pour qu'ils formulent leurs commentaires sur les impacts des projets dans leur langue maternelle.

Pour soutenir le développement et la durabilité des capacités locales

- Mettre des ressources à la disposition des ONGS ne parlant pas anglais, afin qu'elles puissent traduire en anglais les informations sur leur organisation et ainsi partager leurs connaissances et leur travail. Cela permettrait d'encourager les ONGS à s'exprimer et à avoir un impact.
- Envisager le financement de groupes de soutien de la société civile pour mettre en place des cours d'anglais pour les ONGS.

Recommandations à l'enseignement supérieur

Les programmes universitaires en développement de premier, deuxième et troisième cycles devraient insister davantage sur l'importance des langues et de la compréhension culturelle.

Durant l'élaboration des programmes

S'intéresser à l'importance des langues et de la compréhension linguistique en proposant des projets respectueux des communautés, en s'appuyant sur la base de données des cas présentés dans le présent projet.

- Étudier la possibilité de mettre en place des réseaux de soutien constitués d'étudiants bénévoles, disposés à travailler avec une ONGS pour une courte période, afin de l'aider à répondre à ses besoins linguistiques / de traduction.



Introduction

Les ONG ont-elles besoin d'une politique linguistique ?

Le projet est parti d'un atelier avec des professionnels, intitulé Les ONG ont-elles besoin d'une politique linguistique ?, organisé à l'université de Reading le 20 janvier 2014 (<http://www.reading.ac.uk/web/files/modern-languages-and-european-studies/DO-NGOs-Need-a-Languages-Policy-Workshop-Report-Feb.2014.pdf>). L'un des principaux points de discussion était le rôle central de la langue dans l'exercice du pouvoir et dans les discussions tentant d'établir la validité des voix qui peuvent être entendues. Les langues étaient considérées comme essentielles dans la responsabilité des ONG envers les communautés avec lesquelles elles collaboraient. Malgré des efforts considérables dans ce domaine, les travailleurs professionnels des ONG avaient une prise de conscience encore relativement faible sur le besoin d'être culturellement sensible, et une compréhension très réduite de la manière dont les langues pouvaient amplifier les inégalités dans les relations de pouvoir.

Les professionnels ont demandé :

- des recherches factuelles qui pourraient entraîner une prise de conscience des problèmes et contribuer à des changements de politique.
- des études de cas des pratiques et expériences pertinentes qui pourraient être partagées dans le secteur.

Objectifs de la recherche

La recherche entreprise visait à explorer le rôle des langues et des connaissances culturelles dans les politiques et les pratiques des ONG de développement, à travers l'étude de trois questions principales :

- quel rôle tiennent les langues dans les relations de pouvoir durant le processus de développement ?
- quel est le degré de conscience organisationnelle dans les langues / la politique linguistique ?
- dans quelle mesure la médiation linguistique / culturelle repose-t-elle sur les traducteurs / interprètes ?

Méthodologie de recherche

Le projet s'est fondé sur une approche méthodologique mixte :

- l'étude d'archives (archives de Christian Aid, Oxfam GB, Save the Children UK et des prédécesseurs du DFID)
- l'analyse documentaire des documents de politique actuels
- des entretiens semi-directifs (30 entretiens avec des ONGI, dont la moitié avec des employés travaillant en dehors du Royaume-Uni ; 9 entretiens avec des employés du DFID)
- un travail sur le terrain dans 3 régions distinctes (le Kirghizistan, le Malawi et le Pérou), choisies pour le statut de l'anglais et la durée de l'implication des ONG dans ces régions (88 entretiens et discussions avec le personnel d'ONGS, ainsi qu'avec les personnes travaillant dans les bureaux nationaux des ONGI). Les entretiens et discussions furent menées en anglais au Malawi, en espagnol au Pérou et en anglais ou en kirghize / russe avec l'aide d'un interprète dans le cas du Kirghizistan.
- une rétroaction et des contributions continues des professionnels travaillant dans les ONG (atelier : *Language, Power and Inclusion (langue, pouvoir et inclusion)*, le 2 novembre 2016 : http://www.reading.ac.uk/web/files/modern-languages-and-european-studies/LZ_workshop_report_SOAS_-final.pdf) et des traducteurs travaillant avec les ONG (atelier : *Translating Development (traduire le développement)*, le 12 octobre 2017 : http://www.reading.ac.uk/web/files/modern-languages-and-european-studies/ITI_report-translating-development.pdf).
- des commentaires sur les ébauches de rapport rédigées par les personnes interrogées.

Les perspectives des ONGI

Entre 2016 et 2017, 30 membres du personnel d'ONGI ont été interrogés: 18 travaillent actuellement au Royaume-Uni et 12 en dehors du Royaume-Uni (interviewés par Skype et résidant dans le monde entier), soit 17 femmes et 13 hommes.

Ils occupaient différents postes au sein des organisations, notamment ceux de haut responsable, conseiller téléphonique, responsable des politiques, responsable local et traducteur, et ils avaient entre un et trente ans d'ancienneté dans ce secteur. Les professionnels ont été invités à commenter les résultats en cours lors d'ateliers organisés en novembre 2016 et en octobre 2017.

1) En général, les langues ne sont pas perçues comme une priorité institutionnelle

« Je vois bien qu'ici la langue n'est pas considérée comme étant très importante... la langue est un sujet très sensible et il faut lui accorder une grande priorité, mais dans le travail quotidien des ONG, elle n'est pas vraiment mise en valeur (responsable local d'ONGI). »

Le personnel a suggéré qu'une faible priorité était accordée aux langues dans les opérations quotidiennes des ONGI et que les tentatives menées pour leur accorder une plus grande place étaient souvent le fruit d'initiatives individuelles.

« Même quand je fournissais un soutien aux bureaux locaux, mon employeur ne m'a jamais demandé d'utiliser l'autre langue. C'était toujours moi qui proposais aux pays... "Si vous voulez, je peux faire cette formation dans votre langue"... mais si je n'étais pas disposé à le faire, personne ne m'y obligeait »

(responsable des politiques d'une ONGI, Royaume-Uni).

2) En fonction de l'emplacement géographique du membre du personnel, les langues peuvent être considérées comme un facteur à la fois positif et négatif pour le développement

« [La langue] joue un rôle très significatif dans le développement des relations (responsable local d'ONGI). »

Les employés basés au Royaume-Uni ont tendance à définir le plurilinguisme des zones de développement comme potentiellement problématique, un facteur probable limitant la mise en place réussie d'un projet et ayant des conséquences sur la qualité des données et sur l'ensemble des résultats.

Les employés en dehors du Royaume-Uni décrivent constamment les langues en termes positifs, insistant sur le rôle qu'elles semblent jouer dans le développement de relations de confiance.

« ...parler la langue est important pour la confiance... parler une langue brise des barrières, la traduction n'a pas ce pouvoir »

(responsable local d'ONGI).

3) Les connaissances culturelles sont perçues comme étant essentielles par les travailleurs basés en dehors du Royaume-Uni

« ...le contexte dans les différents pays... pour moi, il est très important de savoir comment les gens se sentent dans un environnement très dangereux... pas seulement les problèmes techniques en lien avec le programme (responsable local d'ONGI). »

Tandis que le personnel remarque généralement les implications de la culture dans ses relations d'écoute avec les communautés, les employés basés en dehors du Royaume-Uni insistent plus particulièrement sur l'importance de ce contexte culturel dans le succès de leur travail.

« Alors, que [l'organisation] soit... une organisation caritative britannique... avec une identité très britannique... elle doit optimiser sa présence dans le monde entier... Et je pense que c'est très important pour notre rôle au moment d'obtenir des niveaux de financement significatifs au niveau régional, et c'est parce que nous sommes considérés comme étant vraiment très impliqués dans le contexte local »

(responsable local d'ONGI).

« Je pense qu'[il existe] une perception générale consistant à supposer qu'en Tanzanie ou au Kenya, [les gens] devraient parler parfaitement anglais comme un natif du Royaume-Uni... »
(responsable local d'ONGI).

4) La position par défaut de l'anglais dans l'organisation pose des problèmes aux personnes basées en dehors du Royaume-Uni et dont la langue maternelle n'est pas l'anglais

Pour les personnes installées au Royaume-Uni, l'anglais n'est pas généralement perçu comme étant problématique ; il s'agit d'un aspect accepté, associé au fait de travailler dans une organisation internationale, d'accéder à des postes supérieurs au sein de l'ONGI, de solliciter des financements importants et de communiquer avec les donateurs.

Les personnes travaillant en dehors du Royaume-Uni parlent d'une gêne considérable relative à la domination anglophone de l'institution, et la perçoivent comme un frein à la progression de leur propre carrière et comme un obstacle potentiel à la communication du dynamisme et de la richesse des projets locaux.

«...on suppose que tout le monde peut communiquer correctement en anglais, alors que ce n'est évidemment pas le cas... Alors les gens qui soumettent les rapports nous énervent et nous frustrent mais...s'ils écrivaient dans leur langue maternelle, ils auraient probablement beaucoup plus de choses à dire»

(responsable de programme d'ONGI, Royaume-Uni).

5) La médiation linguistique est grandement considérée comme un élément accessoire dans l'organisation

« Si nous ne disposons pas des ressources nécessaires, une personne du bureau local finirait par faire la traduction... Je demandais par exemple aux bureaux locaux "Vous avez quelqu'un pour faire la traduction ?" »
(conseiller d'ONGI, Royaume-Uni).

Peu d'employés sont conscients de l'existence d'une politique linguistique institutionnelle dans leur ONGI.

Alors que les principaux documents institutionnels associés à l'évaluation des risques ou au marketing personnel des ONGI sont généralement envoyés à des traducteurs professionnels, le besoin potentiel de médiation linguistique à d'autres étapes des programmes fait rarement l'objet d'une budgétisation.

La traduction est normalement envisagée après coup et gérée par le biais d'arrangements ad hoc dans le pays. Dans ce cas, un fardeau supplémentaire considérable peut incomber aux employés bilingues / plurilingues.

«...il faut soit un partenaire local ou un membre du personnel qui parle la langue locale pour servir d'interprète... ce n'est généralement pas leur rôle principal ; c'est une sorte de travail accessoire. Alors, certains sont naturellement doués pour ça, et d'autres moins, même si ce n'est pas de leur faute, ce n'est pas pour ça qu'ils ont été engagés dans la plupart des cas. Ce n'est pas un aspect spécifique de leur travail, c'est juste qu'ils sont chargés de recevoir les équipes internationales, alors c'est à eux qu'on demande de traduire... ce n'est pas pour ça qu'ils ont été engagés... ce n'est pas un aspect spécifique de leur travail»

(responsable d'ONGI, Royaume-Uni).

Les perspectives du DFID

Entre 2016 et 2017, 9 hauts responsables du DFID (5 femmes et 4 hommes) ont accepté d'être interviewés sous couvert d'anonymat. Il y avait trois responsables actuels ou anciens de bureaux locaux, quatre conseillers en développement social, un chercheur et un employé impliqué dans la politique et les programmes.

Tous sauf un travaillaient pour le DFID depuis plusieurs années. Les entretiens étaient semi-directifs et menés soit en personne soit par téléphone. Les personnes interrogées s'exprimaient à titre privé et non en tant que représentants du DFID.

1) «L'écoute» est principalement considérée au sein du DFID en termes d'observation des bénéficiaires

« Les observations des bénéficiaires font «fondamentalement partie d'un bon développement (responsable d'un bureau local du DFID). »

Toutefois, le DFID n'«écoute» pas les bénéficiaires directement, mais plutôt par l'intermédiaire d'agents de mise en œuvre du projet. Ils dépendent des ONG qui leur transmettent les observations des communautés.

«L'écoute des bénéficiaires fait «partie des arguments commerciaux des ONG, non ?» (haut fonctionnaire du DFID).

2) Le DFID a tendance à supposer que les ONG disposent de la capacité linguistique adaptée pour mener à bien leurs projets

« J'imagine que... la communauté internationale des ONG dispose d'un personnel compétent linguistiquement (responsable d'un bureau local du DFID). »

Le DFID ne pose généralement pas de questions aux ONG sur la manière dont elles écoutent, particulièrement en matière d'utilisation de la langue et d'intermédiaires linguistiques.

«Un membre du panel de sélection du DFID décrit les critères d'évaluation des demandes de financement: «on s'intéressait plus aux objectifs et à la manière de les atteindre qu'aux méthodes utilisées pour obtenir les informations... J'imagine qu'on pense que les gens écoutent les communautés et parlent avec elles. C'est ce qu'ils doivent faire pour que ça fonctionne...»

(haut responsable du DFID).

3) Le personnel suggère qu'il existe une marge de progression dans la manière dont le DFID envisage le rôle des langues dans le développement et dont les ONG écoutent les communautés

« Nous devrions vraiment poser certaines questions, parce que certaines ONG réussissent mieux que d'autres (haut responsable du DFID). »

«Que je sache, nous n'avons pas de cadre nous permettant d'évaluer systématiquement la qualité de l'écoute. Alors ce sont des méthodes assez peu professionnelles et ad hoc»

(responsable d'un bureau local du DFID).

4) Il existe une inquiétude quant au fait que l'intérêt du DFID pour la gestion financière / des risques détourne l'attention de l'importance de l'écoute

«Je pense que le problème est que l'écoute (entraînant l'acquisition de connaissances et la compréhension des communautés) est difficile à quantifier. Il est difficile de démontrer que l'écoute contribue à la rentabilité»

(haut responsable du DFID).

5) Il est reconnu que la capacité des ONG à consacrer du temps aux problèmes de langue et d'écoute est limitée par les pressions imposées par un environnement de financement rude et des cycles de projet courts

« Le défi pour les ONG est de penser à des choses suffisamment bonnes et réalisables avec une base de coût restreinte (responsable d'un bureau local du DFID). »

«Et il y a une telle urgence (particulièrement pour les projets qui dépendent des donateurs) pour présenter des rapports dans les délais, des délais parfois assez compliqués je dois dire... et l'aspect essentiel de la traduction est complètement oublié dans l'urgence de les transcrire en anglais»

(haut responsable du DFID).

Perspective des professionnels de la traduction collaborant avec les ONGI

Entre 2016 et 2017, 8 entretiens ont été menés avec des responsables et des travailleurs du domaine de la traduction et de la communication au sein d'ONGI (6 femmes et 2 hommes). Des professionnels, y compris les employés d'ONGI, ainsi que des traducteurs et interprètes indépendants travaillant dans le domaine du développement, ont été invités à parler des problèmes actuels lors d'un atelier ayant pour thème «Traduire le développement» en octobre 2017.

Politiques officielles sur les langues et la traduction

Certaines ONGI ont mis en place une politique institutionnelle sur les langues et la traduction, généralement axée sur un groupe de langues officielles ou stratégiques, telles que l'anglais, le français, l'espagnol, l'arabe et, dans certains cas, le portugais. Des ONGI, notamment Oxfam GB, Save the Children UK et Tearfund, possèdent un service de traduction interne qui traduit vers ces langues, à partir de l'anglais principalement. Dans certaines ONGI, ces services sont gérés selon un système similaire à celui d'une agence, et les traductions dans toutes les combinaisons de langue sont sous-traitées à des traducteurs indépendants. D'autres ONGI, qui ne possèdent pas de service linguistique interne, travaillent souvent avec des agences de traduction lorsqu'elles ont besoin d'une traduction professionnelle. Les ONGI ont souvent recours à l'interprétation professionnelle lors de réunions de haut niveau, par exemple lorsqu'elles se réunissent avec des représentants du gouvernement ou qu'elles organisent les réunions annuelles du conseil d'administration ou de leurs membres.

Défis actuels de traduction aux sièges britanniques

1) Le personnel des ONGI a généralement des connaissances limitées des services de traduction professionnelle

Les traducteurs internes / coordinateurs de traduction considèrent que les délais nécessaires pour une traduction professionnelle et l'importance d'un service linguistique professionnel sont des éléments que nombre de leurs collègues comprennent mal. Un aspect qui entraîne des difficultés pour fournir le support linguistique requis. C'est pourquoi le fait d'informer les collègues sur le processus de traduction est considéré comme un point central du rôle du traducteur.

«Avec tous les membres de mon équipe, particulièrement lorsqu'il s'agit de relations professionnelles de longue date, on s'assoit pendant une demi-heure et j'explique le processus en précisant ce que j'attends d'eux pour obtenir un travail efficace et répondre à leurs attentes»

(responsable de traduction d'une ONGI).

« ... expliquer le processus de traduction implique d'accorder suffisamment de temps pour faire un travail de qualité et pour gérer les attentes des gens, oui (responsable de traduction d'une ONGI). »

« Clairement, elle [la traduction] est occasionnellement intégrée [aux offres de projets], mais elle n'est pas nécessairement bien quantifiée. C'est généralement une estimation *grosso modo* (responsable de traduction d'une ONGI). »

2) La traduction est sous-estimée dans les planifications budgétaires et de projet

Les ONGI disposent rarement d'un budget central de traduction. Par conséquent, les équipes individuelles de l'ONGI doivent prévoir leurs propres besoins en traduction. La traduction est, dans de nombreux cas, décrite comme étant pensée après coup. Lorsqu'un budget est prévu pour la traduction, les coûts et les délais de livraison sont souvent mal calculés. De plus, la traduction est souvent exclue des financements limités.

«...alors tout d'un coup ils [dans les bureaux des ONGI, Royaume-Uni] disent "Il faut traduire ce document pour les représentants des pays". Mais les documents ne sont pas rédigés en pensant à la traduction et moi, j'aimerais qu'ils prévoient à l'avance les besoins en traduction et qu'ils soient plus conscients des problématiques que la traduction implique» (responsable de traduction d'une ONGI).

3) La traduction est exclue des boucles de rétroaction

Les processus de rétroaction sur les traductions et les interprétations effectuées par les services linguistiques internes des ONGI ne sont pas fortement développés.

«...nous ne recevons pas vraiment beaucoup de commentaires, qu'ils soient positifs ou négatifs, sur nos traductions» (responsable de traduction d'une ONGI).

4) Certains professionnels de la traduction dans les ONGI souhaiteraient être plus en contact avec le travail sur le terrain

Dans certaines ONGI, les traducteurs pensent que leur travail gagnerait en qualité s'ils étaient plus en contact avec les équipes locales et les utilisateurs finaux de leurs traductions.

«Nous ne sommes pas vraiment en contact avec la réalité sur le terrain. Ça serait bien d'avoir un lien plus direct avec les équipes locales et les personnes qui utilisent concrètement les documents finaux» (responsable de traduction d'une ONGI).

Perspectives de trois pays

Début 2018, les chercheurs ont travaillé dans trois pays: le Kirghizistan, le Malawi et le Pérou. Le choix de ces pays a répondu à deux critères: premièrement, car l'anglais y occupe une place différente et passe de langue officielle à langue étrangère la plus enseignée ou rarement parlée selon les pays, et deuxièmement car la durée de la présence et le niveau d'implication des ONGI britanniques varient.

Situation de la langue

Au Malawi, l'anglais est la langue officielle et le chewa est la langue nationale. Un lien étroit unit la langue et l'identité ethnique. Il y existe plusieurs langues minoritaires, notamment le nyanja, le chiyao, le tumbuka, le nyakyusa-ngondé et le sena, parmi d'autres.

Au Pérou, l'anglais ne bénéficie d'aucun statut officiel, mais il s'agit de la langue étrangère la plus enseignée.

La langue officielle est l'espagnol. Le quechua et l'aymara sont les langues officielles des régions où elles prédominent. En outre, plus de quarante langues sont parlées dans la région amazonienne.

Au Kirghizistan, l'anglais est parlé par environ 1 % de la population.

Le kirghize est la langue nationale et le russe la langue officielle. Ces dernières années ont été témoin d'une incitation à l'utilisation du kirghize. Il est couramment parlé dans les zones rurales et, depuis 2010, il est appelé à être utilisé dans les contextes officiels. Toutefois, le russe demeure la langue dominante dans la capitale et est toujours parlé dans de nombreuses zones rurales du nord du pays.

Le secteur des ONG

Dans les trois pays choisis, le secteur des ONG présente des profils très différents.

Historiquement, depuis l'indépendance du Malawi en 1964, les ONG jouent un rôle considérable dans les activités de développement du pays. Ce dernier compte parmi les pays les plus densément peuplés et les moins développés au monde. L'aide internationale représente une proportion significative des dépenses gouvernementales en raison des recettes fiscales réduites, et de la prédisposition du pays aux chocs en approvisionnement national et en demande internationale. Des dizaines de partenaires multilatéraux et bilatéraux ont contribué au budget national à hauteur de 40 % ces dix dernières années ; cependant, l'aide au développement a régressé ces dernières années. Les ONG reçoivent une proportion croissante de ces financements et sont par conséquent très nombreuses au Malawi. Les ONG nationales reçoivent moitié moins de financement (8,8 %) que les ONG internationales (17,8 %). Les relations entre les ONG et le gouvernement sont depuis longtemps acrimonieuses, particulièrement lorsque les organisations sont considérées comme hostiles aux autorités. Le gouvernement actuel tente de réviser une loi et une politique sur les ONG de manière à accroître les compétences des services d'intelligence pour contrôler les activités des ONG et augmenter les frais d'enregistrement. Ces propositions ont fait l'objet d'une opposition ferme de la part des défenseurs de la société civile au Malawi et à l'étranger. Ces mesures ont soulevé des inquiétudes quant à l'impact particulièrement négatif qu'elles pourraient avoir sur les organisations de défense des droits de l'homme.

Au Kirghizistan, l'implication à grande échelle des ONGI est arrivée bien plus tard, après l'effondrement de l'Union soviétique. Dans les années 1990, les donateurs

internationaux dans le secteur du développement ont investi de manière très conséquente dans la promotion du développement de la société civile. Les priorités des donateurs ont changé dans les années 2000 et le Kirghizistan a assisté à la clôture des programmes d'aide à la société civile et aux coupes des subventions. Des inquiétudes sont apparues quant à la durabilité du secteur de la société civile suite à ces coupes et à l'absence de financement local de la part du gouvernement, dues en partie à la corruption et au détournement de fonds. Actuellement, la majeure partie des organisations kirghizes d'aide à la société civile dépendent du financement international limité, ce qui crée un environnement de travail extrêmement compétitif. En outre, les efforts pour restreindre l'aide étrangère ont contribué eux aussi à entraver l'espace de travail des ONG. Par exemple, sous l'influence de la loi russe sur les «agents de l'étranger», les parlementaires kirghizes ont entrepris d'adopter une loi similaire au Kirghizistan. Malgré l'échec de cette initiative, de nombreuses ONG ont constaté une méfiance fréquente des communautés locales, qui se demandent si des motifs cachés sont en jeu («Pourquoi faire quelque chose en échange de rien ?»). En dépit de ces revers, le secteur de la société civile kirghize a été décrit comme l'un des plus solides d'Asie centrale.

Au Pérou, la situation est très différente en raison de la réduction très importante de la présence des ONGI britanniques ces dix dernières années. Suite à la croissance économique récente en Amérique latine, la plupart de ses États sont désormais qualifiés de pays à «revenus intermédiaires», ce qui a entraîné le retrait de l'aide officielle au développement et du financement des ONG. Les chiffres de l'OCDE indiquent que, alors que la contribution des ONG en Amérique latine avait augmenté de 37 % durant la période 2005–2008, ce chiffre était passé à tout juste 3 % entre 2008 et 2011 et ne cesse de diminuer.

Au cours de ce projet, les ONGS péruviennes ont exprimé deux points de vue sur l'effet «revenus intermédiaires».

D'une part, la situation locale a empiré suite à la disparition des ONGI. Le marché du travail dans le secteur des

ONG s'est grandement fragilisé et propose moins de postes, alors que le personnel qualifié part travailler dans les agences gouvernementales. Le gouvernement n'a toutefois pas remplacé les anciennes activités des ONGI dans les zones rurales plus pauvres (les Andes et la jungle). Les opérations gouvernementales suscitent des préoccupations, particulièrement en lien avec la corruption politique et la tendance perçue que les agences gouvernementales offrent des solutions techniques miracles, sans l'implication et les consultations communautaires que les ONGI avaient encouragées.

D'autre part, le retrait des grandes ONGI britanniques offre de nouvelles opportunités, telles que la possibilité de faire appel à une vaste gamme d'autres donateurs étrangers et de procéder de manière indépendante. Cela permettrait d'établir un espacio de encuentro clairement axé autour d'un point de vue péruvien et pouvant servir d'exemple à d'autres pays à l'extérieur de l'Amérique latine.



Perspectives du Kirghizistan

Le travail sur le terrain a eu lieu en janvier 2018 dans la capitale, Bichkek, et à Och, la deuxième ville du pays. Les discussions et entretiens (33) se sont déroulés avec des ONGS, des ONGI, des coordinateurs de réseaux nationaux, des conseillers en développement et des médiateurs linguistiques (23 femmes et 10 hommes). Dix-sept de ces entretiens ont été effectués en anglais et seize ont nécessité l'intervention d'un interprète: treize en russe et trois en kirghize. Les ONGS concernées étaient impliquées dans des activités de promotion (des droits de l'homme, des droits des femmes et des jeunes filles), dans la consolidation de la paix et les relations communautaires, dans les problèmes de santé et les personnes handicapées, et dans l'aide à la société civile.

Langues et compréhension culturelle

Communiquer avec les donateurs anglophones

1. La rédaction de candidatures en anglais pose un énorme problème. De nombreuses ONGS utilisent Google Translate pour traduire leurs candidatures en anglais.

«Et bien sûr, ils [les donateurs] ne paient pas les traductions. Si nous pouvons nous le permettre, nous payons un traducteur, mais si nous ne pouvons pas nous le permettre, nous le faisons bêtement, c'est-à-dire avec l'aide des traductions de Google. Et je ne parle pas juste de mon organisation. De nombreuses organisations utilisent les traductions de Google»
(Directeur d'une ONGS).
2. Les ONGS expriment leur frustration quant au fait que les résultats des projets internationaux ne leur sont pas communiqués. Les évaluations et les rapports finaux ne sont généralement pas traduits dans les langues locales et ne peuvent donc pas contribuer au développement de capacités locales.

«La seule langue de travail de tous les contrôleurs et évaluateurs internationaux est l'anglais. Les rapports des groupes de suivi locaux sont tous traduits en anglais. Tous les rapports de suivi finaux ne sont pas traduits [en russe ou en kirghize]. Le grand public n'y a pas accès. Nous avons une connaissance très limitée des activités qui se déroulent ici»
(directeur d'un réseau national d'ONGS).
3. Lors des processus de recrutement des ONGI au Kirghizistan, les compétences en langue anglaise étaient souvent décrites comme étant les seuls critères de sélection. Le personnel des ONGS percevait les implications négatives de ce phénomène sur les capacités des ONG locales et l'avancement professionnel. Cela entraînait un décalage entre les bureaux des ONGI et les réalités du développement rural.

«lorsque vous visitez les bureaux d'organisations internationales, vous vous retrouvez sur une autre planète. Parfois, leur seul critère de recrutement des candidats est l'anglais»
(directeur d'une ONGS).

«Nous engageons des employés parlant anglais dans notre organisation, mais ils y passent deux ou trois ans. Nous développons leurs compétences et puis ils partent travailler pour les donateurs. Et en réalité, je ne comprends pas la politique des donateurs. Comme par exemple pourquoi ils font ce genre de choses, pourquoi ils attirent nos employés. En réalité, ce sont les organisations de la société civile qui préparent les employés pour les organisations internationales de donateurs»
(membre du personnel d'une ONGS).
4. De nombreux employés d'ONGS expriment le désir d'apprendre l'anglais, car cela les aiderait à accéder aux informations, aux connaissances et aux financements, et ils pourraient ainsi partager leurs propres connaissances avec d'autres acteurs internationaux. Il est possible de participer à des réunions internationales grâce à l'aide d'un interprète, mais les personnes interrogées constatent que cela réduit leur capacité de contribution.

«... lors des discussions de groupe [durant les réunions internationales], lorsque l'interprète a fini sa phrase et qu'on commence à réfléchir à ce qui vient d'être dit, si je veux réagir et exprimer mon opinion, lorsque je suis prêt à parler, quelqu'un d'autre, un anglophone, est déjà en train de dire ce que je voulais dire, et je n'ai plus qu'à ajouter que je suis d'accord avec ce qui vient d'être dit.»
(directeur d'une ONGS).

« [Les donateurs], par exemple, ils souhaitent engager un expert du secteur des ONG, mais ils veulent qu'il parle très bien anglais... J'ai toutes les autres compétences requises par les donateurs pour un certain poste, mais comme je ne parle pas anglais... ils ne me laissent pas accéder à certains postes. Alors, dans ce sens,... il y a un décalage entre les donateurs internationaux et les ONG locales
(membre du personnel d'une ONGS). »

« ... une grande partie de notre bibliothèque [dans l'ONG] comprend des livres très intéressants en anglais,... et c'est pour ça que j'ai commencé à lire en anglais aussi. J'ai fait beaucoup d'efforts personnels et il m'a fallu de la persévérance, de l'ambition et de la motivation, car c'est réellement le désir d'apprendre qui m'a incité à aller de l'avant... j'ai commencé à me rendre compte que c'est une langue internationale, on ne peut pas toujours parler russe ou kirghize, il faut essayer
(membre du personnel d'une ONGS). »

Communiquer avec des kirghizophones et des ouzbekophones dans les communautés: l'expérience de groupes russophones locaux

1. Au Kirghizistan, les travailleurs des ONG basés dans des zones urbaines comme Bishkek sont généralement russophones et parlent parfois un peu kirghize. Parallèlement, il y a un besoin croissant de travailler en kirghize, particulièrement dans les zones rurales. Trouver des formateurs et des consultants professionnels parlant kirghize est décrit comme une tâche compliquée.

«... nous travaillons dans tout le pays, lorsque nous allons dans les différentes régions, il est très important d'organiser des tables rondes, des séminaires en kirghize. Mais pour nous, le problème c'est que les formateurs capables d'organiser des formations sur nos thèmes en kirghize sont plutôt rares. Il y en a 1, 2, 3, et c'est tout, et parfois ils sont très occupés. Après tant d'années dans l'Union soviétique et après l'effondrement de l'Union soviétique il n'y avait que le russe, c'est pour ça que le kirghize... il y a beaucoup de Kirghizes qui ne sont pas kirghizophones ici [à Bishkek], c'est paradoxal, mais c'est comme ça»

(membre du personnel d'une ONGS).

2. L'un des principaux défis relatifs aux traductions en kirghize des matériaux de formation, des manuels et des directives afin de former une base de travail pour les communautés, c'est le fait que le kirghize est composé de différents dialectes.

«Nous avons défini des instructions spécifiques pour les policiers dans le cadre de ce projet, et nous avons lancé des formations dans toutes les régions du pays. Nous avons traduit notre présentation en kirghize... notre formateur était... de Bishkek... et lorsque nous nous rendons dans les régions, les gens écoutent et écoutent et disent: "qui a traduit ça ?" Ils sont très en colère parce que, dans notre pays, nous avons 7 régions et on peut dire que nous avons 7 dialectes de notre langue, et ils disent "on ne comprend pas!"»

 (directeur d'une ONGS).

3. Un problème supplémentaire en lien avec l'organisation d'ateliers dans les communautés est que certains concepts sont soit inconnus, soit considérés comme occidentaux, en particulier dans les domaines de la santé sexuelle ou des droits de l'homme.

«Prenons par exemple l'expression droits de l'homme. Alors les droits de l'homme pour les Européens... ils apprennent ce que signifient les droits de l'homme à l'école, dès leur petite enfance... mais ces trois mots en russe et en kirghize, pour de nombreuses personnes dans le pays, si vous dites droits de l'homme, ce sont juste trois mots vides de sens pour eux. Et normalement... ils pensent que ce n'est pas ici, que c'est ailleurs, et certains disent: "ah, les droits de l'homme, c'est là-bas ! Ce sont des valeurs européennes." Sans parler des concepts comme les droits sexuels ou les droits reproductifs... Alors si vous souhaitez entamer un dialogue avec quelqu'un sur ces concepts, alors il faut lui déchiffrer ces termes. Il faut expliquer exactement ce qu'ils signifient»

(directeur d'une ONGS).

« Alors, dans l'idéal, la préférence est donnée à ceux qui parlent trois langues, le kirghize, le russe et l'anglais, et si ici [à Och] vous parlez quatre langues, avec l'ouzbek, alors vous êtes le candidat idéal (membre du personnel d'une ONGI). »

4. Le plurilinguisme, particulièrement pour les ONG internationales et du sud à Och, est considéré comme une nécessité. De nombreuses personnes estiment que des connaissances en russe et en kirghize sont le minimum vital. Les connaissances en anglais et en ouzbek sont recherchées, mais plus dures à trouver. Bien que l'anglais soit important pour le travail international, l'ouzbek est essentiel pour établir des relations étroites avec les communautés ouzbekophones.

«Lorsque vous leur parlez [aux communautés ouzbekophones dans le sud] en ouzbek ou que vous les comprenez lorsqu'elles parlent ouzbek, ils vous parlent de manière plus confiante»

(directeur de programme, ONGI).



Perspectives du Malawi

Des visites ont eu lieu dans des organisations de Lilongwe, de Blantyre et de Zomba en décembre 2017 et janvier 2018. Les entretiens (35) se sont déroulés en anglais avec des responsables et des travailleurs sur le terrain issus d'ONGI et d'ONGS, des médiateurs linguistiques, et des employés d'agences de donateurs avec une expérience professionnelle dans le secteur des ONG (29 hommes et 6 femmes). Les ONGS concernées travaillaient dans le domaine de la santé sexuelle / reproductive, des droits de l'homme, de l'agriculture, de l'éducation civique et des communications.

Langues et compréhension culturelle

Communiquer avec les donateurs anglophones

1. Les donateurs travaillant au Malawi n'acceptent pas de candidatures en chewa ni dans aucune autre langue locale. Par conséquent, les organisations ne pouvant pas s'exprimer en anglais n'ont pas accès aux possibilités de financement.
«Prenez une organisation locale qui travaille avec les communautés et a des idées formidables. Et vous l'écoutez vous expliquer dans sa langue comment elle peut avancer de A à B. Mais comme elle ne peut pas présenter ses propositions en anglais, elle ne peut

« ... le problème de certains mots qui sont généralement offensifs dans la langue locale ; j'ai des tas d'exemples à ce sujet et parfois cela affecte l'impact du projet... Nous faisons certaines choses non pas parce qu'on y croit, mais parce qu'on l'a écrit dans la proposition et qu'on a dit que ça devait être fait (ancien responsable de programme d'ONGI). »

« Les budgets devraient être flexibles. À certains moments, les donateurs disent "C'est quoi cet élément ? C'est quoi cet élément ? C'est quoi cet élément ? Ça ne devrait pas faire partie de..." vous voyez ce que je veux dire ? Alors qu'en fait, en tant qu'exécutants, nous savons que la mise en œuvre de cet élément serait stratégique pour la livraison du projet et les résultats auxquels les donateurs s'attendent. Alors, un peu de flexibilité à ce niveau-là, si c'est suggéré par un candidat, qui dit "Nous avons besoin de ressources pour la traduction, etc." Ça serait bien d'en tenir compte, si c'est bien justifié (coordinateur de programme, ONGI). »

pas accéder au financement. Ces personnes ne bénéficient jamais de subventions. Car elles ne peuvent pas engager quelqu'un comme moi pour écrire en anglais et proposer leurs idées en anglais» (ancien responsable d'une organisation de donateurs).

2. Les ONG décrivent les objectifs des projets avec des termes répondant aux préférences des donateurs. Toutefois, les résultats des projets peuvent être impactés défavorablement si les communautés ne comprennent pas pleinement ces termes, car elles ne seront pas en mesure de participer de manière pertinente. Les ONG s'efforcent généralement de rassurer les donateurs et évitent donc d'attirer l'attention sur ces problèmes.

«Les ressources se font rares et les ONG doivent vraiment chercher des ressources pour financer leurs projets. Alors, la pression pour les ONG, que peu d'attention est accordée aux détails comme celui-là ou aux langues, et puis tout le monde veut... comprendre le donateur au maximum et comprendre ce qu'il veut. Alors, "n'en dites pas trop au donateur sur la manière dont vous vous assurez la participation des communautés, mais dites-lui ce que vous avez accompli et ce que vous êtes en mesure d'accomplir avec cet argent"»

(coordinateur de programme, ONGI).

3. Certains donateurs sont inflexibles quant aux livraisons de projets et aux exigences de rapports, laissant peu de marge aux ONG pour s'adapter aux problèmes linguistiques / culturels imprévus qui affectent la livraison d'un projet.

«[Certains donateurs] ne s'attendent pas à ce que vous puissiez penser. Alors, des gens comme moi, à l'esprit libre, j'aurais aimé être impliqué, il faut s'impliquer et dire "ça ne peut pas marcher"... La plupart des personnes qui travaillent pour ces organisations internationales et sont financées par ces projets, ça limite votre niveau, si vous suivez leurs recommandations à la lettre, ça limite votre niveau de pensée... C'est bien d'avoir à suivre leurs consignes, mais les donateurs doivent aussi comprendre que les choses changent au fur et à mesure de la mise en place du projet. Tant que vous les informez de ces changements qu'il faut expliquer, ils devraient vous laisser une certaine marge de manœuvre pour innover, afin de pouvoir livrer le projet accordé»

(responsable de projet, ONGI).

Communiquer avec le chewa et d'autres langues dans les communautés: l'expérience des ONG anglophones

1. Un grand nombre des «mots à la mode» des ONG qui sont considérés comme allant de soi dans le monde anglophone n'ont pas d'équivalents directs en chewa ni dans d'autres langues locales. Les travailleurs sur le terrain considèrent qu'il est difficile de communiquer ces concepts tout en conservant l'essence de leur signification. Une interprétation fonctionnant dans une communauté peut ne pas fonctionner dans une autre en raison des différents dialectes et normes culturelles.

«Le chewa de Blantyre est différent du chewa de Zomba et du chewa du centre, eux-mêmes différents du chewa de Lilongwe et du chewa de Dedza... Les concepts [de développement] sont très anglais et il est vraiment très difficile de les traduire en chewa, alors nous cherchons des équivalents et, dans la plupart des cas, on perd une partie du sens initial»

(directeur d'une ONGS).

2. L'écoute des mots utilisés par les communautés pour parler des sujets tabous est considérée comme absolument essentielle durant l'étape d'évaluation des besoins, afin de concevoir un projet culturellement sensible.

«Partez des connaissances des gens. Je pense que les gens ont une sorte d'intuition sur la manière dont certaines choses peuvent être facilement comprises. Les termes qui posaient problème, ceux en relation avec des sujets tabous, peut-être que si nous avions demandé aux communautés comment elles souhaitaient qu'on leur en parle facilement, d'une manière respectueuse de leur culture, nous aurions pu nous en servir pour l'utiliser dans notre descriptif du projet. Ça nous permet de nous assurer que, quand on communique avec eux par la suite, ils l'acceptent facilement»

(coordinateur de programme, ONGI).

« Dans certaines régions, si on parle de problèmes de reproduction par exemple, il faut être très conscient de la culture et ne pas utiliser de termes qui peuvent être offensifs pour les populations et entraver le message qui essaye de les aider. Leur parler par exemple de *planning familial naturel* semble bien plus facile et léger en anglais. Il s'agit de termes neutres. Mais lorsqu'on en vient à la langue, en matière de dynamique des genres, il faut faire très attention à ce que l'on dit. Un terme neutre en anglais, lorsqu'il est exprimé en *chewa*, il faudra peut-être trouver des termes différents pour les hommes et pour les femmes (secrétaire national d'une ONGI). »

3. La livraison des projets peut être ébranlée lorsqu'une attention insuffisante est portée à la qualité de la communication entre les ONG et les communautés tout au long du cycle du projet.

«Il existe un énorme problème de communication entre ce que nous faisons et ce que les communautés pensent que nous faisons... Je n'ai jamais participé à un projet où nous faisons une réelle évaluation pour savoir si les communautés avaient compris ce que nous faisons... Ça fait partie du problème de la langue... quels sont les termes clés, comment [les communautés] communiquent et comprennent ces termes?... Parfois on suppose que les gens comprennent ; à une époque on avait un projet en cours et je me suis rendu compte que la moitié des employés de mon institution sur le projet ne le comprenait pas. Et ils n'arrêtaient pas de courir à droite et à gauche, ils étaient toujours occupés, occupés, occupés. Et finalement on a fini par se rendre compte que ces gens ne savaient pas exactement de quoi le projet retournait. Alors les communautés doivent être complètement évaluées pendant quatre, trois, deux mois, sur leur compréhension du projet»

(président, ONGS).

4. Il est souvent conseillé de séparer les hommes et les femmes lors des discussions sur les sujets sexuels tabous et de préparer un message différent, adapté à chaque groupe.
5. L'anglais est synonyme de statut social élevé. Les travailleurs sur le terrain devraient réfléchir sérieusement aux conséquences du fait de parler anglais dans le village avant de le faire, car ils peuvent créer une «barrière» entre eux et la communauté si cela est perçu comme un acte irrespectueux.

«Du côté positif, [l'anglais] apporte vraiment un certain prestige. Les gens font confiance à quelqu'un qui parle couramment anglais et au sein de la communauté on lui fera confiance et on dira: "Je pense qu'il sait ce qu'il fait. Il semble éduqué parce qu'il parle couramment anglais." D'un autre côté, si des responsables de projet vont sur le terrain et qu'une partie de la conversation avec la communauté inclut des mots anglais, cette dernière peut penser que c'est une manière de frimer et peut se sentir rabaissée. Ce sont vraiment les deux aspects de l'anglais.»

(responsable M&E, ONGI).

6. Le recrutement d'interprètes locaux et l'instauration de relations à long terme avec eux sont très utiles. Ils sont immergés dans la vie quotidienne et la culture des communautés et ils peuvent apporter des conseils sur la manière de nuancer les messages pour les présenter de manière adaptée au contexte local.

*«Nous faisons tout notre possible, si vous ne connaissez pas la langue de cette région spécifique, pour former une, deux ou trois personnes dans cette communauté, qui peuvent transmettre le même matériel, les mêmes messages aux communautés dans leurs propres langues. Alors c'est ce qu'on fait en général. Par exemple, si on doit aller au nord, où ils parlent *tumbuka*, il y a normalement des gens qui parlent *tumbuka* dans la communauté et nous les formons. Et les personnes formées sont celles qui finissent par expliquer le mieux les choses à leurs collègues. Sans ça, il est très difficile de mettre des choses en place, parce qu'on ne sait pas ; la langue c'est un élément culturel»*

(responsable de programme, ONGI).



Perspectives du Pérou

Des visites ont eu lieu au sein d'organisations et de projets à Lima, Arequipa et Cusco en janvier et février 2018. Les discussions et entretiens (20) se sont déroulés en espagnol avec des ONGS, des coordinateurs de réseaux nationaux, des conseillers en développement, d'anciens partenaires d'ONGI britanniques et des spécialistes culturels (15 femmes et 5 hommes). Les ONGS concernées étaient impliquées dans des activités de promotion (du genre / de la protection des enfants), dans des travaux avec des groupes défavorisés dans les zones périurbaines et rurales, dans le développement d'infrastructures et dans le soutien aux cultures locales.

Langues et compréhension culturelle

Communiquer avec les donateurs anglophones

1. Les ONGS et les partenaires éprouvent des difficultés à communiquer avec les donateurs anglais potentiels. Les traductions sont chères alors les groupes dépendent des bénévoles.

«Nous ne parlons pas anglais et cela nous limite, car si on parlait anglais, on pourrait aller convaincre les gens, leur vendre notre projet. Mais quand on ne parle pas anglais, on est limité»

(Directeur d'une ONGS).

«Nous avons sollicité des financements alors que les demandes devaient être en anglais... tout en anglais. Dans ce cas, on a dû demander de l'aide, on l'a fait avec mon fils, ou le fils d'X parce qu'ils parlent un peu anglais et ils nous ont aidé à traduire»

(Directeur d'une ONGS).

2. Il existe un problème de diversité «des anglais» ; les différentes sortes de terminologies anglaises en lien avec le développement, en fonction des organisations, peuvent pousser les ONGS à utiliser des mots anglais entre guillemets sans nécessairement comprendre le sens des mots.

«Le problème de la langue ne réside pas seulement dans la traduction des mots, mais dans la manière dont chaque agence individuelle les comprend. Chaque agence a son propre ensemble de concepts particulier... Alors, bien sûr, c'est source de confusion... il faut apprendre chaque terme, chaque mot... toutes les discussions que nous avons eu sur le sens exact du mot "output" (résultat) pour un donateur particulier»
(membre du personnel d'une ONGS).

3. Le problème de la langue peut générer un sentiment d'inégalité dans les relations et un manque de confiance, avec l'impression que les donateurs peuvent cacher leurs intentions réelles.

«C'est ce que nous appelons des "intentions cachées" ou des intentions masquées derrière le discours officiel»
(directeur d'un réseau national d'ONGS).

4. L'intraductibilité des mots clés est considérée comme étant un problème, que ce soit de l'anglais vers l'espagnol, par ex. empowerment (émancipation), agency (agence) ou de l'espagnol vers l'anglais, par ex. acompañamiento, horizontalidad.

«Au Pérou, je connais des jeunes étudiants en traduction et je leur demande: "Comment traduisez-vous acompañamiento ?" et ils répondent "ça n'existe pas, en anglais ça n'existe pas"»
(membre du personnel d'une ONGS).

5. Les donateurs non anglophones sont généralement perçus comme étant motivés par l'apprentissage de l'espagnol.

«Réellement, on peut dire que les organisations européennes (non anglophones) sont très respectueuses de la langue... les organisations avec lesquelles nous sommes en contact parlent très bien espagnol»
(directeur d'une ONGS).

Communiquer avec les quechuaphones et les aymaraphones dans les communautés: l'expérience des ONGS hispanophones

1. Les relations linguistiques sont essentielles au succès des projets.

«Je pense que nous devons consolider notre travail sur la culture des communautés et, de ce point de vue, la langue est importante. C'est la langue qui nous permet d'interagir et c'est pour ça que nous devons vraiment en tenir compte lors de la mise en œuvre de tous nos projets»
(membre du personnel d'une ONGS).

2. Il existe souvent un obstacle double: premièrement la traduction des projets de développement de l'anglais à l'espagnol, puis de l'espagnol au quechua / à l'aymara.

«Alors par exemple, vous utilisez "contextualiser" et c'est un mot très technique, ou "transversalité", ce sont des mots qui n'ont pas vraiment d'équivalents lorsque l'on veut les traduire en quechua. Alors votre rôle, en tant que professionnel quechuaphone... c'est de trouver des exemples et des objets qui sont très proches et adaptés, pour que les gens comprennent ce qu'on veut dire ou de quoi on parle»
(membre du personnel d'une ONGS).

« Nous sommes plus victimes de préoccupations et de frustrations que ceux qui devraient s'adapter et apprendre l'espagnol
(directeur d'une ONGS).

« J'ai l'impression que les initiatives de développement ont eu très peu d'impact dans la jungle, parce que la principale richesse de ces communautés, en plus de la terre et de l'eau, c'est leur langue, et... les projets de développement échouent presque toujours dans la jungle
(membre du personnel d'une ONGS).

Les solutions proposées incluent la formation linguistique du personnel des ONGS, l'embauche d'un autochtone (malgré les inquiétudes quant au niveau de qualifications professionnelles dans ce cas) et le partage des ressources linguistiques entre les organisations.

«Nos employés [dans les Andes] parlent quechua. Mais il est difficile de les recruter parce qu'il n'y a pas beaucoup de professionnels quechuaphones» (directeur d'une ONGS).

«Il n'existe pas de glossaire, nous n'avons pas de matériel sur lequel baser notre travail... alors ça serait vraiment bien d'avoir des guides en quechua. Pourquoi ? Eh bien, nous pourrions les utiliser et puis nous pourrions les publier sur Internet et d'autres institutions pourraient les utiliser»

(membre du personnel d'une ONGS).

3. Les relations en lien avec le développement sont affectées non seulement par la langue, mais aussi par les conceptualisations culturelles, la cosmovisión des quechuaphones et des aymaraphones.

«Ce n'est pas un problème interculturel, ce n'est pas un problème lié au fait de parler une langue ou pas, c'est le fait de comprendre le monde depuis lequel ils parlent et le fait qu'ils comprennent le monde depuis lequel nous parlons... ce n'est pas pour dire que c'est mieux d'avoir des connaissances scientifiques, mais qu'il s'agit de formes de savoir liées à des origines et à des constructions qui sont très différentes»

(conseiller en développement du Sud).

4. Certains employés prétendent que les connaissances indigènes ne sont pas perçues comme apportant des alternatives potentielles et des manières innovantes de «faire du développement».

«Alors, dans l'ONG, il y a un projet, un cadre conceptuel, et les responsables de l'exécution du projet arrivent avec leur propre armure conceptuelle, instrumentale et opérationnelle... la tendance est de dire "Je vais te former parce que tu ne sais pas", sans même écouter la sagesse que l'autre partie possède déjà»

(ancien travailleur d'ONGS).

« Il y a de nombreuses discussions sur le développement endogène, sur le développement intégral, mais aucun de ces concepts ne tient compte du thème culturel

(directeur d'une ONGS).

Pratiques innovantes

Vision et stratégie organisationnelles

La traduction comme outil d'émancipation

Certaines ONGI, comme Tearfund, adoptent une approche linguistique liée à la vision de l'organisation dans son ensemble. Une partie de l'approche linguistique et de traduction de Tearfund a consisté à impliquer les gens dès le début du processus de traduction. Au lieu de traduire pour eux, des ateliers et des formations ont été mis en place au cours des années pour traduire certaines des publications clés de Tearfund, comme Pillars, avec les gens des communautés.

«...le processus "Pillars" n'a pas recours à des traducteurs... L'idée était toujours que... les gens devaient traduire eux-mêmes, et il y avait trois niveaux de vérification, enfin, quatre niveaux de vérification d'une certaine manière, incorporés. Il y avait toujours des groupes de travail de deux ou trois personnes, dans un atelier qui était toujours le point de départ. Puis, leur travail était toujours révisé par un autre petit groupe. Puis, dans l'atelier, on prenait ceux qui étaient visiblement les meilleurs, les plus aptes à écrire et à utiliser la langue, et on formait un petit comité de rédaction qui vérifiait la version finale. Et puis il y avait toujours une personne extérieure au processus qui venait vérifier les documents à nouveau. Alors, il y avait tous ces niveaux de vérification en place.»

Ce processus était perçu comme un processus d'émancipation.

«La passion et l'émancipation ressenties par les gens lorsque leur toute petite langue ignorée était prise au sérieux et qu'ils étaient en mesure de la traduire, c'était tellement valorisant vous savez. Je veux dire, on ne parle pas des langues internationales,... Lorsque nous avons effectué les premières traductions, les gens ne croyaient pas que c'était possible pour eux de traduire eux-mêmes, et c'était tout l'intérêt de "Pillars", et en plus que cela allait être publié, et c'était vraiment stimulant.»

Bien que les restrictions budgétaires aient entravé l'organisation de ces ateliers, Tearfund continue à promouvoir la traduction de ses documents par les communautés locales et s'efforce de les mettre à disposition du public sur sa plateforme d'apprentissage en ligne (<http://learn.tearfund.org>), où l'on trouve des publications en plusieurs langues allant de l'albanais au yaka.

Le développement d'un plan de communication

Un employé du Kirghizistan a décrit l'utilisation de plans de communication par son ONGI lors des collaborations avec les partenaires locaux et la manière dont ces plans tenaient compte des besoins linguistiques dès l'étape d'évaluation des besoins, avant qu'une proposition de projet ne soit développée.

«Alors, si nous nous rendons compte que la langue pose problème, nous essayons d'y remédier, nous tentons de combler cette lacune. S'il y a besoin d'utiliser le tadjik par exemple, s'il y a une communauté tadjik, nous essaierons de le faire. Comme ils sont un peu exclus du pays, nous essaierons de parler tadjik, d'utiliser des traductions en tadjik, de proposer des brochures et des fiches d'informations d'une page en tadjik.»

Ces types de besoins linguistiques et la manière d'y répondre sont ensuite intégrés dans un plan de communication.

«Pour ce qui est de la communication, nous élaborons généralement un plan de communication avec le partenaire local, nous le signons, puis nous entamons la collaboration. Du coup, nous précisons dès le départ qui va être la personne de contact, dans quelle langue, la manière d'effectuer des comptes rendus, particulièrement pour les rapports narratifs et financiers, alors... s'ils nous demandent de le faire en kirghize, nous le traduisons en kirghize.»

Les rapports finaux sont traduits en anglais par les ONGI avant d'être déposés. Cette ONGI spécifique, capable de travailler en anglais, en russe, en kirghize, en tadjik et en ouzbek, offre donc souvent des services linguistiques à ses partenaires locaux et opère en tant que médiateur linguistique entre les niveaux internationaux, nationaux et locaux.

Proposer des soutiens linguistiques sur le terrain pour développer des relations de respect mutuel et accroître l'efficacité.

Ces exemples sont tirés d'entretiens menés au Royaume-Uni, au Kirghizistan, au Malawi et au Pérou avec des ONGI et des ONGS.

Conditions de négociation

Lors de la conception d'un projet, un directeur de programme d'ONGI au Royaume-Uni a abordé le processus de négociation relatif à la signification de termes clés spécifiques anglais dans le projet, afin de s'assurer que toutes les parties prenantes interpréteraient ces termes de la même manière. Dans cet exemple spécifique, un partenaire de projet arabophone avait rédigé une proposition de projet en anglais où il parlait de la création d'«espaces sûrs».

«Nous ne savons pas ce qu'ils entendent par là. Parce que c'est le type de termes que les acteurs humanitaires ont commencé à utiliser. Et nous pensons qu'ils ont juste pris [le terme] et nous ne savons pas si ce qu'ils entendent par... alors un «espace sûr» pourrait s'appliquer aux femmes survivantes de violences sexistes. Ce type de termes est souvent utilisé dans... ce type de planifications... Dans le contexte [particulier], que signifie un espace sûr ?»

Pour aborder ce problème, le responsable britannique organise une conversation en arabe sur Skype pour discuter de la signification du terme et voir si le terme anglais peut être conservé ou doit être adapté.

«Nous devons peut-être ensuite réinterpréter le terme en langage ONG et nous finirons peut-être par utiliser «espaces sûrs»... Mais nous saurons peut-être ce que ça signifie.»

Les bénévoles partagent leur apprentissage des concepts avec les communautés

Un haut responsable d'une ONGS a expliqué le processus consistant à partager les apprentissages linguistiques avec les bénévoles qui travaillent au sein de plusieurs communautés.

«Alors tout d'abord on commence avec les bénévoles, lorsqu'ils connaissent le concept en question ils apportent également leurs commentaires. Ils bénéficient de beaucoup de temps pour interagir avec les concepts, mais aussi entre eux et avec les expatriés. [Notre organisation] parle énormément avec les conseillers, alors ils viennent, ils interagissent avec les responsables et les bénévoles, puis les termes évoluent lentement avec le temps, et finissent par s'établir. Et c'est ce qui s'est passé au cours des années avec de nombreux concepts utilisés [par notre organisation]. Alors de la même manière, pour être sûr que les gens comprennent, les bénévoles [de notre organisation] rassemblent des termes auprès des communautés où ils travaillent. Par exemple, s'ils vont dans un village, ils parlent des responsabilités des conseillers municipaux et des parlementaires, quelles sont les différences, où est-ce qu'ils travaillent ensemble, etc. Et ils retiennent les mots que les gens utilisent dans le village ; lorsqu'ils vont dans un autre village, ils essayent d'utiliser les mêmes termes que ceux utilisés par la communauté précédente et si les gens comprennent les choses différemment dans cette communauté, alors ils en retiennent à nouveau certains. Ensuite, les responsables rassemblent toutes ces nuances dans un ensemble d'ateliers et ils décident des termes à adopter. Alors dès qu'un nouveau concept est introduit, ils suivent un processus similaire.»

Travailler avec des bénévoles pour optimiser l'apprentissage linguistique et l'accès aux connaissances

Au Kirghizistan, trois organisations ont expliqué comment le recours aux bénévoles, et plus particulièrement aux bénévoles de Peace Corps, avait aidé leurs ONG et le secteur dans son ensemble à apprendre l'anglais et à accéder aux informations et aux connaissances.

«L'anglais devrait être facile d'accès et je pense que des progrès sont en cours, mais principalement dans les grandes villes... Il y a eu de nombreux progrès dans l'apprentissage de l'anglais grâce à Peace Corps Volunteers. Ils sont ici depuis plus de 20 ans maintenant je crois... Ça a été très positif, je pense que l'impact a été très important, particulièrement dans les régions, parce que les bénévoles ont travaillé dans des villages très isolés, et ça a eu un impact sur les gens dans ce type de villages isolés, et les études à l'étranger et dans les meilleures écoles ici, dans les meilleures universités»

(coordinateur de programme, ONGI).

«Nous sommes très reconnaissants aux organisations et aux donateurs internationaux pour leur soutien. Sans leur soutien, nous ne pourrions pas travailler... Mais... il existe la barrière de la langue entre nous et les donateurs internationaux. Au début, nous travaillions avec les bénévoles de Peace Corps. Dans notre bureau, nous avons quatre bénévoles de Peace Corps et c'est grâce à eux également que nous nous sommes autant développés. Nous pouvions parler russe avec les bénévoles de Peace Corps, car ils reçoivent des cours de langue à leur arrivée»

(directeur d'une ONGS).

«La langue de travail de l'organisation est le russe. Nous encourageons notre personnel à apprendre l'anglais et le kirghize. C'est pourquoi nous travaillons avec des bénévoles de Peace Corps. Nous avons des bénévoles de Peace Corps dans certains de nos bureaux régionaux et grâce à eux, certains employés de Karakol ont appris l'anglais»

(directeur d'un réseau national).

Élaborer des glossaires

Un conseiller politique d'une ONG au Royaume-Uni a expliqué comment ils ont commencé à élaborer des glossaires pour répondre aux défis linguistiques survenus durant un projet récent au Kenya. L'équipe du projet et les recenseurs recrutés pour ce projet parlaient couramment anglais, mais ce n'était pas le cas des bénéficiaires. Tous les outils devaient être traduits en somalien, la langue principale de la région, et l'équipe a décidé qu'elle ne voulait pas que les recenseurs traduisent sur-le-champ car

«... il s'agissait d'essais comparatifs randomisés qui devaient donc être aussi rigoureux que possible. Nous voulions être sûrs qu'ils posent les questions exactement de la même manière et pas en faisant des interprétations créatives de ce que nous voulions savoir sur eux.»

Par conséquent, l'équipe a décidé de traduire l'enquête dans la langue. Ce n'était toutefois pas aussi facile que prévu.

«Le somalien, au moins dans cette partie du monde, n'est pas une langue écrite, juste une langue parlée. Alors nous avons eu d'interminables séances pour essayer d'écrire le somalien phonétiquement et pour parvenir à mettre les recenseurs et le personnel du projet d'accord sur la manière d'écrire les choses et de transcrire les sons de manière phonétique... pour, au bout du compte, élaborer cette enquête écrite en somalien phonétique et en anglais également, pour être sûr que les gens poseraient tous les questions de la même manière. ...Alors nous avons élaboré un glossaire. Nous avons identifié des mots clés pour nous, comme par exemple "Vous ne pouvez pas interpréter ce mot, cette phrase ou cette expression différemment, vous devez le traduire comme ça"».

La pratique des glossaires a également été utilisée au Bhoutan, où les communautés dans lesquelles travaillait l'ONG parlaient cinq dialectes différents. Dans ce cas, il n'y avait pas assez de temps ni assez d'argent pour traduire la totalité de l'enquête dans ces dialectes, mais l'équipe a identifié des mots clés et mis au point une

«...page de glossaire avec des colonnes correspondant aux différents dialectes, et contenant ces mots. Tout le reste était traduit sur-le-champ. Mais nous avons passé beaucoup de temps à les former et nous avons deux recenseurs parlant le même dialecte. Ils interviewaient et ils échangeaient leurs rôles... et, avec un peu de chance, une personne écoutait activement pour vérifier qu'ils traduisaient correctement et formuler ensuite des commentaires... pour être sûrs qu'ils étaient cohérents dans leur traduction.»

Effectuer des traductions inversées

Le directeur d'une ONGS du Kirghizistan a raconté qu'une organisation internationale avec laquelle il avait travaillé lui avait demandé de fournir des «traductions inversées» de certains des documents par soucis de cohérence. L'ONGS avait participé à un projet de recherche international et avait reçu certains des supports de travail, notamment un questionnaire en anglais, et elle devait le traduire en russe et en kirghize pour les personnes interrogées. L'organisation internationale lui avait alors demandé de tout vérifier à nouveau en traduisant

«... du kirghize à l'anglais, du russe à l'anglais... c'est comme une triangulation. Une nouvelle vérification».

Le processus de traduction inversée était une exigence de l'organisation internationale. L'ONGS était libre d'utiliser le matériel, mais devait respecter cette procédure par soucis de cohérence. Ils utilisaient la traduction inversée pour vérifier à nouveau les contenus du questionnaire et de leur rapport.


Développer des manuels dans les langues locales

Un membre d'une ONGI au Kirghizistan a raconté que l'ONGI avait rédigé des directives en kirghize pour les charpentiers de la région, suite à un tremblement de terre dans l'un des districts où ils travaillaient. Le manuel abordait les normes (de sécurité) dans la construction et le comportement à adopter en cas d'urgence. C'était le premier manuel de ce type rédigé en kirghize et il a été accueilli comme une publication essentielle pour communiquer ces connaissances aux Kirghizes. Le donateur international a alors demandé à rédiger le manuel en russe également, car il était compliqué de trouver ce type de document dans cette langue.

Le membre de l'ONGI explique que

«...tous les livres que nous avons produits, nous les avons tout d'abord élaborés en pensant aux bénéficiaires locaux, afin de rendre notre travail plus compréhensible. Et s'ils sont nécessaires pour un deuxième niveau de bénéficiaires, qui souhaitent le lire en russe, alors si nous avons un budget pour ça, nous engageons généralement une agence de traduction et nous effectuons nous-mêmes la relecture, et nous le traduisons en russe. Plus tard, nous le traduirons en anglais.»

Un projet de ce type prévoit donc sciemment d'apporter des connaissances dans la langue locale, imprégné dans la culture et le contexte locaux, et contribue à développer la terminologie des thèmes clés relatifs au développement dans les langues locales.

 Pour plus d'informations, veuillez communiquer avec:

Hilary Footitt

Responsable de la recherche
h.a.foot@reading.ac.uk

Angela Crack

Cochercheuse
angela.crack@port.ac.uk

 @ListeningZones

www.reading.ac.uk/listening-zones-ngos